

Brochure n° 3285

Convention collective nationale
IDCC : 1922. – RADIODIFFUSION

ACCORD DU 10 AVRIL 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMUMS CONVENTIONNELS

NOR : ASET1850921M
IDCC : 1922

Entre :

SIRTI ;

CNRA ;

SNRC ;

SNRL,

D'une part, et

SNRT CGT ;

F3C CFDT ;

FO médias,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord de branche a été négocié par les partenaires sociaux en commission mixte paritaire de la radiodiffusion.

Il est applicable dans le champ de la convention collective de la radiodiffusion (n° 3285), tel qu'il a été défini en son article 1.1 à date du présent accord.

Les valeurs de points qui sont définies par le présent accord s'appliquent pour l'ensemble des personnels employés par les entreprises dans ce champ, y compris les journalistes, conformément aux dispositions étendues des accords du 5 décembre 2008 qui fixent notamment les classifications, les types de services et les dispositions d'ancienneté.

Article 1^{er}

Rappel des valeurs de points résultant de l'accord du 25 janvier 2017

Il est rappelé que l'accord du 25 janvier 2017, étendu par arrêté du 25 juillet 2017 publié au *Journal officiel* du 10 août 2017, a fixé les valeurs de points applicables à compter des effets de son extension, et est applicable par conséquent pour les salaires depuis le 1^{er} septembre 2017 :

- pour tous les salariés, jusqu'à l'indice 120, une valeur de point A de 12,38 € ;
- pour chaque point supplémentaire, à partir de 121, une valeur de point B de 9,95 €.

Article 2

Négociation sur les salaires

Les partenaires sociaux de la radiodiffusion privée ont mené la négociation annuelle obligatoire sur les salaires au titre des années 2017 et 2018.

En vertu de quoi, les partenaires sociaux réunis en commission mixte paritaire le 10 avril 2018 ont trouvé le présent accord qui a ensuite été mis à la signature.

Cet accord prévoit une revalorisation des valeurs de points.

Les partenaires sociaux ont convenu :

- d’augmenter le point A de 1,5 % ;
- de laisser inchangée la valeur du point B.

Afin d’éviter des décimales de centimes, les valeurs de points en résultant sont arrondies au centime le plus proche.

Ainsi :

a) Chaque point d’indice jusqu’au niveau 120 prendra la valeur de 12,57 € ; cette valeur étant désignée ci-après valeur de point A ;

b) Chaque point supplémentaire à partir de 121 prendra la valeur de 9,95 € ; cette valeur étant désignée ci-après valeur de point B.

Les valeurs des points A et B définies ci-dessus s’appliqueront sur les salaires dus pour toute période de travail à compter du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de la République française de l’arrêté d’extension du présent accord par le ministère en charge du travail et de l’emploi.

Article 3

Rappel du mode de calcul des salaires minimums conventionnels

Pour favoriser une bonne application du présent accord, les partenaires sociaux rappellent au présent article la formule permettant le calcul des salaires minimums conventionnels.

Les salaires minimums conventionnels (SC) se calculent selon la formule suivante :

$$SC = (120 \times \text{valeur de point A}) + (Z \times \text{valeur de point B}).$$

La somme (120 + Z) est égale au nombre de points de l’indice appliqué au salaire considéré.

La variable Z se détermine comme suit :

- si indice du salarié est de 120, alors $Z = 0$;
- si indice du salarié $> = 121$, alors $Z = \text{indice du salarié} - 120$.

Ce mode de calcul, comme l’ensemble des dispositions du présent accord, s’applique sous réserve de dispositions plus favorables résultant de l’application du Smic légal en vigueur.

Article 4

Mesures visant à supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes au sein de la branche de la radiodiffusion

Les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes font l’objet d’une attention toute particulière de la part des partenaires sociaux de la branche de la radiodiffusion.

Sur la base des observations constatées à l’occasion de chacun des rapports de branche, un accord est intervenu sur l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes le 8 juin 2017, à ce jour en attente d’une extension par le ministère en charge du travail et de l’emploi.

Cet accord prévoit plusieurs mesures concrètes agissant au niveau du recrutement, des parcours et évolutions professionnelles, de la formation professionnelle, de l’égalité salariale et de la promotion,

de la maternité, de la paternité et de la parentalité ainsi que pour faciliter l'articulation entre l'activité professionnelle et l'exercice de la responsabilité familiale.

Article 5

Extension

Le présent accord, mis à la signature au siège de l'association patronale de la radiodiffusion, fera l'objet d'une demande d'extension, qui sera présentée dans les meilleurs délais après la phase de signature.

Il est précisé que les parties signataires ont déterminé une prise d'effets de l'accord postérieure à son extension, afin qu'il implique des obligations identiques pour tous les employeurs de son champ d'application.

Fait à Paris, le 10 avril 2018.

(Suivent les signatures.)